

Monsieur le Président,

Pour la CGT Finances Publiques, il est impossible de ne pas dénoncer le caractère inédit de la mascarade post élections législatives. La démocratie et le vote des citoyens ont été bafoués comme jamais sous la 5e République, décrédibilisant la classe politique aux yeux des citoyens, dont la défiance envers le président de la République n'a jamais été aussi forte.

Le garant des institutions s'étant dévoyé à concocter des manipulations d'arrière-cuisine indignes de la responsabilité qui lui a été confié par les Français, en nommant comme chef du gouvernement un homme du passé issu d'un parti politique qui n'est que la 4e force de l'Assemblée Nationale. Cette blessure infligée à la démocratie aura de graves conséquences.

Aujourd'hui nous nous posons légitimement la question de la continuité des mesures et des engagements pris par notre administration en faveur de la sécurité des agents et de leur financement par le futur gouvernement et nos futurs ministres.

Ce qui a été annoncé lors du COSUI du 9 septembre, concernant Signal-Fip ne correspond en rien aux engagements initiaux des premiers GT sécurité, et semble remettre en question les paroles données.

Les organisations syndicales tiraient la sonnette depuis fort longtemps, sans être entendues, sur la situation de plus en plus souvent tendue avec certains contribuables.

Pourtant le secrétariat général dès 2020 avait invité à rénover les outils de signalement. Il aura fallu l'assassinat d'un collègue pour que la DGFIP se rende compte de cette réalité.

C'était certes trop long, mais nous reconnaissons que l'administration avait pris une certaine conscience de la réalité des conditions de travail des personnels.

Nos actions de prévention, à travers la FS-SSCT, sont là pour améliorer les conditions de travail et, à défaut du bien vivre, le bien-être des fonctionnaires des finances publiques.

Ces actions de prévention tentent de soutenir nos collègues, en essayant d'apporter les réponses les plus appropriées aux problèmes identifiés par le DUERP. Notre rôle, en tant que représentants du personnel et bien que ce soit trop souvent omis, est partie intégrante de la chaîne et du processus de prévention.

Pour la CGT Finances Publiques du Finistère, La FS-SSCT se doit de répondre aux préoccupations des collègues, qui vont de la détraction au véritable mal être. Nous mettrons toujours un regard insistant sur, entre autres, les risques psychosociaux qui nous sont remontés.

La FS-SSCT tente de poser des pansements devenus indispensables aux difficultés, parfois aux souffrances, de nos environnements professionnels de plus en plus contraints même en interne... Il serait temps de s'interroger sur les raisons profondes d'un tel mal être des agents.

Aujourd'hui l'ordre du jour prévoit outre la présentation de la note d'orientation et du pap, l'analyse des fiches de signalement. Concernant celle du SIE de Brest, il aura fallu une pétition, une fiche de signalement et de nombreuses interventions des organisations syndicales pour qu'enfin une réponse écrite soit apportée.

En tant que représentant du personnel en FS SSCT, nous avons un rôle de vigilance et d'intervention, nous tenons donc à vous faire remonter des informations ou plutôt des questionnements recueillis après échange auprès des agents du site de Quimper Pilven et de la Dircofi situés rue de Concarneau.

Les agents de la Dircofi doivent être relogés, certains d'entre eux sont venus revoir les locaux de Pilven, Les agents du site, sont bien-sûr prêt à accueillir leurs collègues mais le manque d'information officielle concernant l'organisation du déménagement de leur services est anxiogène pour tout le monde.

Nous vous rappelons que la FS doit être consulté pour tous les projets modifiant les conditions de santé, sécurité ou de condition de travail (art 69), de plus La CGT souhaiterait avoir l'avis de L'ISST. La priorité étant au relogement de ces agents tout en préservant de bonnes conditions d'installation pour tous les agents du site.

Enfin, parce que la CGT n'est pas toujours contradictoire et sait dire quand les choses sont positives : nous souhaitons la bienvenue à Mme BACH l'infirmière de santé au travail, les agents vont pouvoir enfin avoir un suivi individuel même s'il reste à trouver un médecin du travail.

Nous ferons part de nos observations complémentaires lors de l'examen des points à l'ordre du jour.

Déclaration liminaire de la CGT Finances Publiques du Finistère

